



MANGER AUTREMENT

Vers une alimentation durable

MANGER AUTREMENT

En partenariat avec



ISSN 2426-8313

M 05231 - 11 - F: 9,50 € - RD



(France métropolitaine)

L'ACTUALITÉ CITOYENNE

ENTREPRISE
« Renouveler
le dialogue social »

REPORTAGE
Grenoble, territoire
en transition



P. Remy / L'Officiel

MANGER AUTREMENT

Vers une alimentation durable

6_ ENJEUX

Un modèle insoutenable

- 6 Produire mieux, pour tous
- 14 Bientôt une nouvelle PAC ?
- 18 Afters 2050 : un plan pour sauver la ferme France

22_ AGIR

Guide pour une alimentation durable

- 22 Faire évoluer les politiques
- 26 Soutenir les producteurs du Sud
- 30 S'attaquer à la précarité alimentaire
- 34 Réduire le gaspillage près de chez soi
- 38 Faire contrepoids aux géants de l'agroalimentaire
- 41 Manger bio
- 45 Soutenir la pêche durable
- 48 Partir à la reconquête du goût
- 50 L'enseignement agricole, un axe stratégique
- 52 Du bio à la cantine

56_ REPÈRES

L'alimentation en dix questions

- 56 Peut-on changer les pratiques alimentaires ?
Entretien avec Jean-Pierre Poulain et Claude Fischler
- 60 Faudra-t-il tous devenir végétariens ?
- 63 Peut-on abattre les animaux avec humanité ?
- 66 Peut-on éviter les OGM ?
- 70 Faut-il bannir l'huile de palme ?
- 73 Peut-on se fier à ce qu'il y a dans son assiette ?
- 76 Le vin français va-t-il décrocher des pesticides ?
- 80 Comment mettre fin à la crise du lait ?
- 82 Les insectes, nourriture de demain ?

L'ACTUALITÉ CITOYENNE

84_ PHOTO

86_ EN BREF

88_ ENTRETIEN

« Renouveler le dialogue social »
Entretien avec Anne-Marie Mourer

90_ REPORTAGE

Grenoble, territoire en transition

94_ ÉCRANS

96_ LECTURES

LES DOSSIERS



Skynews - Stock

ENJEUX

UN MODÈLE INSOUTENABLE

Produire mieux, pour tous

Sous-alimentation au Sud et obésité au Nord ne sont que les symptômes d'un modèle alimentaire absurde, polluant et injuste. Il est nécessaire de faire autrement !

Alors que 800 millions de personnes dans le monde sont sous-alimentées, la moitié de la population des Etats-Unis est en surpoids... « *La malnutrition, en carence ou en excès, est non seulement absurde mais aussi injuste et scandaleuse* », dénonce Gilles Fumey, professeur à l'université Paris-Sorbonne. Il serait en effet tout à fait possible, aujourd'hui,

de satisfaire les besoins alimentaires de tous. Pour nourrir la population mondiale, il faut produire 150 kg de céréales (ou équivalent) par personne et par an ; la production mondiale actuelle se situe déjà autour de 330 kg. « *Le problème, ce n'est pas le manque de nourriture – on est même en surproduction –, mais la pauvreté et le manque de pouvoir d'achat* », en conclut Marc Dufumier, agronome et président de la Plate-forme pour le commerce équitable. C'est vrai dans des

pays en développement où « *les paysans ne parviennent pas à générer assez de revenus pour acheter de la nourriture* », dans certains pays émergents, précise-t-il, tels que l'Argentine ou le Brésil, mais aussi dans les pays riches comme la France.

Produire plus ?

La proposition de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de multiplier par deux la production agricole d'ici 2050 est donc remise en cause par de nombreux chercheurs. Pour Eve Fouilleux, directrice de recherche au CNRS, ce chiffre est même dangereux car « *à la fois trop général et trop réducteur. Or il est politiquement puissant, puisqu'il est mobilisé par de nombreux acteurs, que cela soit des agro-industries ou des syndicats agricoles* ». Les consommateurs occidentaux mangent déjà beaucoup plus de protéines animales que ne le nécessitent leurs besoins physiologiques, qui peuvent être également couverts par des protéines végétales. Quant aux systèmes intensifs d'élevage, ils mobilisent d'importantes quantités d'aliments concentrés en protéines.

L'enjeu est donc d'améliorer la disponibilité des aliments et le fonctionnement du marché dans l'allocation de cette production en fonction des besoins et non des moyens. D'autant que 30 % de la production alimentaire mondiale n'est pas consommée mais gaspillée : « *C'est l'équivalent en champs de la surface du Mexique, l'équivalent en eau du Lac Léman* », commente Damien Conaré, secrétaire général de la Chaire-Unesco Alimentations du monde. Pour Gilles Fumey, le gaspillage à l'échelle mondiale s'explique par un modèle de production « *qui postule que l'alimentation peut être une activité industrielle comme une autre depuis qu'on a multiplié les méthodes de conservation des aliments* ». Cela n'est possible que parce

“ **Le problème, ce n'est pas le manque de nourriture - on est même en surproduction -, mais la pauvreté et le manque de pouvoir d'achat** ”

Marc Dufumier,
président de la Plate-forme pour le commerce équitable

qu'« *une distribution de masse puissante vend des produits de plus ou moins longue conservation à des populations dont les rythmes sociaux se sont accélérés* ».

Pour Olivier De Schutter, membre du panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (Ipes Food)^[1], l'industrialisation de l'agriculture a été une réponse utile à la très forte croissance démographique des années 1950 et 1960 : « *Les technologies comme la mécanisation et l'utilisation des intrants externes répondaient alors à une urgence.* » Toutefois, le défi que nous

affrontons aujourd'hui est très différent : « *La productivité a augmenté plus vite que la demande et on réalise que les externalités négatives de ce modèle ont été trop longtemps sous-estimées* », poursuit-il. Il s'agit en particulier des impacts environnementaux. Le secteur, de la production à la consommation, représente en effet un tiers des émissions mondiales de gaz

à effet de serre liées à l'activité humaine : le méthane, notamment, provenant de la digestion des ruminants, le protoxyde d'azote lié aux engrais, aux déjections animales et à leur traitement (épandage dans les champs...), mais aussi les émissions liées au carburant pour les machines agricoles, les pompes d'irrigation, les serres chauffées et celles indirectes liées au changement d'affectation des sols comme la déforestation...

Calories à bas coûts

Parallèlement, tout en augmentant la production, on a accru le nombre de calories disponibles par personnes. « *C'est le grand succès de la politique agricole commune (PAC) depuis son lancement en 1961*, note Olivier De Schutter. *Cependant, on a favorisé la production de calories à bon marché sans prêter attention à la diversification et à la qualité générale de l'alimentation, trop fondée sur des produits* ▶

[1] Également ancien rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation.

► *transformés ayant de fortes teneurs en sucre, en sel et en matières grasses.* » L'obésité affecte autour de 15 % de la population adulte dans le monde. Même si la France est encore préservée de ce phénomène, près de 35 % des adultes aux Etats-Unis sont non seulement en surpoids mais obèses, et l'obésité progresse maintenant dans des pays comme le Mexique, l'Afrique du Sud, l'Inde ou la Chine.

Marie-Stéphane Maradeix, déléguée générale de la Fondation Daniel et Nina Carasso, évoque même une « *pandémie d'obésité, qui a augmenté de façon fulgurante au cours des vingt-cinq dernières années* ». Elle rappelle par ailleurs que « *les régimes à base de céréales et de lait bon marché qui se sont développés notamment en Afrique et en Chine entraînent de nombreuses "famines cachées", des populations nourries mais présentant des déficiences importantes en fer et vitamine. Cela a un impact avéré sur la croissance des enfants et le développement de leurs fonctions cognitives.* »

Dumping social

Et cette production de calories à bas coûts a également eu un impact négatif sur le plan social pour les pays du Sud dont les paysanneries subissent la concurrence de nos exportations à bas prix. Olivier De Schutter parle même d'un « *dumping de l'Union européenne et des Etats-Unis, qui écoulent sur les marchés mondiaux des produits en dessous de leurs coûts réels de production grâce aux subventions publiques dont bénéficient leurs agriculteurs* ». De ce fait, les pays les moins avancés ne sont pas incités à investir dans leurs propres systèmes alimentaires. Héritage du colonialisme, de nombreux pays africains produisent du cacao, du café, de l'arachide pour l'exportation, tout en se trouvant dans une situation de déficit alimentaire que ne comblent pas leurs importations de denrées.

« *Ces populations se trouvent ainsi dans une double situation de vulnérabilité* », puisqu'elles sont très exposées à la volatilité des prix des aliments, « *alors qu'elles n'ont pas mis sur pied de systèmes de protection sociale pour protéger*

La faim dans le monde

Près de 800 millions de personnes dans le monde souffrent aujourd'hui de la faim, selon l'ONU. Soit environ 11 % de la population mondiale. Un chiffre qui a tout de même diminué depuis le début des années 1990, où il s'établissait à 18,6 %. Et dans les pays en développement (PED), cette diminution a été de plus de 10 points. L'Amérique du Sud, en particulier, a réduit la prévalence de la sous-alimentation de plus de 50 % depuis les années 1990. D'après l'ONU, la « faim » concerne des personnes qui disposent de moins de 1 800 calories journalières. Le terme « famine » est quant à lui employé lorsque plus de 20 % de la population d'une région a un accès très limité aux aliments de base, ou quand le taux de mortalité lié à la sous-alimentation est supérieur à 2/10 000 chaque jour, ou encore si plus de 30 % d'une population souffre de malnutrition aiguë.

Un risque de famine touche actuellement quatre pays : le Nigeria, le Yémen, le Soudan du Sud et la Somalie, où 20 millions de personnes souffrent d'un accès difficile à la nourriture. Des pays déstabilisés par la sécheresse et les conflits armés. Mais comme le rappelle Peter Hailey ^[1], expert des crises alimentaires et directeur d'un *think tank* à Nairobi, « *les famines [d'aujourd'hui] ne sont pas causées par le climat ou la sécheresse. Elles sont à 100 % d'origine humaine. Les famines ne sont pas dues à l'absence de nourriture, mais aux difficultés d'accès pour les populations à celle-ci à cause de décisions ou d'inaction politiques* ». Antonin Gouze

[1] Dans une interview donnée au *Monde* et publiée le 28 mars 2017.

leurs populations », rappelle Olivier De Schutter. Or, selon lui, cette volatilité des prix est appelée à augmenter du fait du lien de plus en plus étroit entre les marchés de l'énergie et de l'alimentation : avec la mondialisation, le prix du fuel est devenu un déterminant majeur de celui des produits alimentaires. La crise financière de 2008 a d'ailleurs vu se conjuguer un prix record du baril de pétrole à 145 dollars avec une explosion des prix alimentaires. « *Un message très clair était parallèlement envoyé par l'Union européenne et les Etats-Unis sur le développement des agro-carburants, qui ont fait l'objet d'un phénomène de spéculation de la part des opérateurs financiers* », ajoute Olivier De Schutter.

Enfin, l'industrialisation de l'alimentation a également entraîné « *la disparition rapide, dans toutes les régions du monde, surtout dans les pays industrialisés, des exploitations agricoles dites familiales* », estime Olivier

De Schutter. Entre 2005 et 2015, en France, 25 % des fermes ont disparu. « Une érosion qui touche surtout les plus petites et les moins bien outillées, et qui va de pair avec la réduction du nombre de personnes employées par hectare », constate-t-il. Ainsi, la production agricole est devenue plus intensive en capital et moins intensive en main-d'œuvre.

Une transition en marche

Et pourtant, déjà, « la transition vers un modèle plus soutenable est en marche », estime Marie-Stéphane Maradeix. Celle-ci identifie de nombreux vecteurs : « Les consommateurs d'abord, qui, pour des motivations liées à la santé et à l'environnement, se tournent de plus en plus vers l'alimentation biologique. » Et si cette prise de conscience ne touche pas tout le monde, en particulier dans les classes populaires, elle est désormais également « relativement présente au niveau des pouvoirs publics, ce qui permet de prendre des mesures à grande échelle ». En France, le Programme national pour l'alimentation (PNA) adopté en 2010 se donne notamment pour objectif un meilleur ancrage territorial et la lutte contre le gaspillage. De même, selon Marie-Stéphane Maradeix, « la prise en compte des enjeux écologiques par la science avance, en particulier grâce à l'interdisciplinarité, avec les apports de la biologie et de la sociologie, tous deux nécessaires pour changer la société ».

« La crise de 2008 a entraîné une prise de conscience, considère Olivier De Schutter. Il existe un nouveau consensus au sein des institutions internationales en faveur d'un soutien accru aux cultures vivrières. » Les agences de coopération au développement telles que l'Agence française de développement (AFD) encouragent désormais l'investissement dans l'agriculture familiale : « C'est là la meilleure façon de réduire la pauvreté rurale et de freiner l'essor des bidonvilles », juge-t-il. De même, de nombreuses initiatives visent à soutenir l'accès des femmes aux ressources productives. Comme l'observe Olivier De Schutter, avec l'urbanisation, « les hommes vont en

ville en quête d'emplois tandis que les femmes restent souvent pour s'occuper de la parcelle familiale ». D'où l'importance de lutter contre les discriminations qui les touchent. L'engagement pour une agriculture plus durable adopté à Rome en novembre 2009 lors du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire se retrouve en filigrane dans les Objectifs de développement durable de l'ONU en 2015.

Pour Marie-Cécile Thirion, adjointe de la division agriculture, développement rural, biodiversité de l'AFD, « toute la difficulté est de décliner des enjeux globaux tels que le climat, l'égalité femmes-hommes ou la solidarité dans des projets locaux ciblés comme la réhabilitation de pistes agricoles permettant d'accéder aux champs et d'évacuer les produits ». Par ailleurs, explique-t-elle, la conversion à l'agroécologie peut être longue pour les paysannes du Sud, plus encore que pour celles du Nord : « Alors que les consommateurs du Nord demandent des produits toujours plus sains, de qualité, et une grande traçabilité et sécurité sanitaire, sans toujours consentir ou pouvoir y mettre le prix, à l'autre bout de la chaîne, beaucoup de producteurs au Sud sont pris dans des trappes à pauvreté. Coincés sur de petites parcelles, sans accès à la mécanisation, ils souffrent d'une grande pénibilité du travail. Aussi, même si les techniques d'agroécologie sont très prometteuses d'un point de vue environnemental et social, elles ne permettent pas toujours, à court terme, d'obtenir des rendements élevés et accroissent même parfois la pénibilité du travail. »

Quant aux collectivités locales de nos pays, des métropoles comme Toronto, Bristol, Turin ou Montpellier, suivant l'exemple de petites villes ^[2], montrent le chemin. Ce sont, pour Damien Conaré, des territoires clés pour la relocalisation, notamment parce que ces collectivités peuvent « promouvoir une politique d'installation des agriculteurs en agissant sur le foncier dont elles sont propriétaires ». Damien Conaré cite Montpellier, qui a ainsi lancé des appels à projets pour installer ▶

15%

de la population adulte dans le monde souffre d'obésité. Aux Etats-Unis, c'est près de 35 %.

[2] A l'instar en France de Mouans-Sartoux, Loos-en-Gohelle...

► des agriculteurs bio sur des espaces fonciers qui lui appartiennent, tout en guidant l'approvisionnement de ses cantines scolaires vers les produits locaux et de saison. « *Et ce faisant, la ville promeut son territoire* », note-t-il. Un marché d'intérêt national (MIN) [3] y a été créé, qui est « *le pendant des plates-formes logistiques de la grande distribution avec leurs produits standardisés* » et permet à de petits agriculteurs d'écouler leurs produits.

Aller plus loin demanderait une réforme d'ampleur de la PAC, rappelle Olivier De Schutter, afin qu'elle intègre des objectifs concrets en matière de santé, d'environnement et de solidarité avec les pays du Sud : « *Pour l'instant, nous restons prisonniers d'une forme de schizophrénie : la recherche des économies d'échelle et de la compétitivité sur les marchés mondiaux domine encore la plupart des politiques publiques, mais les municipalités et les citoyens sont en quête d'autre chose, où durabilité et relocalisation vont de pair.* »

Relocaliser, oui, mais comment ?

Mais peut-on facilement relocaliser les systèmes agroalimentaires et jusqu'où faut-il aller dans ce processus ? Pour Da-

[3] Marché de gros comme celui de Rungis, en Ile-de-France.

mien Conaré, « *la relocalisation, soit par les circuits courts, soit par les ventes directes, permet à la fois une meilleure rémunération des producteurs et une réduction des intrants en favorisant notamment des transports moins polluants* ». Mais le local n'est pas intrinsèquement vertueux : « *Si une tomate est locale, elle n'en est pas forcément meilleure pour autant, car elle peut être produite sous serre* », nuance-t-il. Marie-Stéphane Maradeix confirme : raccourcir les circuits ne suffit pas, « *il faut aussi se préoccuper de la qualité des sols et des conditions de travail* ». Et dans une région viticole, par exemple, il est inimaginable de ne consommer... que du vin ! « *Dans chaque assiette, il y aura donc forcément des aliments qu'on ne trouve pas sur le territoire, en complément de ceux produits localement* », précise-t-elle.

Olivier De Schutter, qui milite pour que le commerce mondialisé retrouve « *une place subsidiaire* », rappelle également qu'« *investir dans les systèmes agricoles locaux suppose, concrètement, des infrastructures de transformation et de stockage* ». La relocalisation des systèmes agroalimentaires exigerait donc plusieurs années d'efforts et d'investissement.

Le CFSI et le festival Alimenterre

Le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI), créé en 1960, regroupe 23 organisations, dont des associations comme Artisans du monde ou le Gret-Professionnels du développement solidaire, mais aussi des syndicats tels que la CGT ou le Snetap-FSU. Il appuie des projets menés par des organisations partenaires dans différents pays. Chaque année, plus de 200 projets, principalement en Afrique, sont soutenus. Ils visent en priorité le développement de l'agriculture vivrière pour lutter contre la faim, l'insertion économique des jeunes par la formation professionnelle et le renforcement des organisations locales.

Depuis 2000, le CFSI organise également chaque année, en France et en Europe, la campagne Alimenterre, et a pour but de sensibiliser l'opinion publique et les responsables politiques aux causes de la faim et aux moyens de la combattre. Le temps fort de la campagne est le festival de films Alimenterre, organisé par 900 organisations et des centaines de bénévoles dans une douzaine de pays, et qui a lieu entre le 15 et le 30 octobre. N. N.

■ EN SAVOIR PLUS : www.cfsi.asso.fr

La Fondation Daniel et Nina Carasso

La Fondation Daniel et Nina Carasso, créée en 2010 sous l'égide de la Fondation de France, soutient des projets associatifs dans les champs de l'art citoyen et de l'alimentation durable. En s'appuyant sur l'expertise de chercheurs et praticiens bénévoles, cette fondation familiale, présente en France et en Espagne, analyse les leviers pour changer de modèle alimentaire et soutient des initiatives innovantes aux échelles locale et nationale. En France, plus de 130 projets associatifs œuvrant pour une alimentation équitable, solidaire et respectueuse de l'environnement ont ainsi reçu un soutien financier, mais aussi bénéficié de dispositifs de renforcement structurel et de mise en réseau pour un total de près de 15 millions d'euros. La fondation est à l'origine du Premio Daniel Carasso, prix scientifique international, et de la création d'Ipes Food, un groupe indépendant, pluridisciplinaire et international d'experts de haut niveau sur les systèmes alimentaires durables. N. N.

■ EN SAVOIR PLUS : www.fondationcarasso.org/fr



Raymond Depardon - Magnum Photos

Paysan en Lozère.
Entre 2005 et 2015,
25 % des fermes
ont disparu en
France.

Mais, argumente-t-il, « *cela veut dire consommer davantage de produits frais, locaux, aux qualités nutritionnelles bien meilleures* ».

Or, même si une prise de conscience se fait jour en Europe, la progression des supermarchés à l'échelle mondiale – notamment en Chine, en Inde ou en Afrique du Sud – accroît la demande pour les produits

transformés et emballés, dont l'impact sur la santé et l'environnement est négatif.

Par ailleurs, comme le déplore Anne-Françoise Taisne, déléguée générale du Comité français pour la solidarité internationale (CFSI), les instances internationales fonctionnent encore trop souvent « *en silos* », sans lien les unes avec les autres, et il serait nécessaire que les politiques commerciales, comme le Ceta, se mettent « *en cohérence avec le droit à l'alimentation* ».

Pour Marie-Stéphane Maradeix, les indicateurs sont un autre frein, car « *ils uniformisent et financiarisent le modèle alimentaire* » (voir encadré page 58). La déléguée générale de la Fondation Daniel et Nina Carasso désigne aussi les entreprises agro-alimentaires comme un maillon important de la transition : « *Sans celles-ci, la transition vers un modèle plus durable ne peut se faire.* » Or, selon elle, « *même si les entreprises sont très focalisées sur leurs gains de productivité, elles commencent à bouger car elles sont prises en sandwich entre les consommateurs et les collectivités locales, qui payent in fine les coûts cachés engendrés par leur recherche de profits, au Nord comme au Sud* ». Là encore, de nombreuses initiatives se font jour. Ainsi, le groupe Mars a récemment lancé une initiative pour soutenir les producteurs de cacao de sa filière, avec le souci de garantir ses approvisionnements. De même, Lu a travaillé sur la filière du blé en France pour recréer de la biodiversité... « *Ils veulent probablement en faire un argument marketing, mais il y a aussi une volonté générale de garantir la qualité alimentaire et de répondre aux attentes aujourd'hui claires des consommateurs* », estime Marie-Stéphane Maradeix.

L'Agence française de développement

L'Agence française de développement (AFD), créée en 1941, est un établissement public au service du dispositif français de coopération. Son objectif est de lutter contre la pauvreté et de favoriser le développement dans les pays du Sud. Elle soutient également le dynamisme économique et social outre-mer. L'AFD finance des projets, des programmes et des études au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement dans plus de 90 pays. Ses ressources émanent de ses ministères de tutelle : ministères des Affaires étrangères, de l'Economie et des Finances, des Outre-Mer. Ses équipes sont basées à Paris et Marseille et dans un réseau de 72 agences et représentations dans les pays en développement et en outre-mer. L'AFD assure également la gestion du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), qui cofinance des projets conciliant environnement et développement. 4 milliards d'euros d'aide publique ont été distribués par l'AFD en 2016. L'aide liée au climat, de 3 milliards d'euros par an aujourd'hui, doit passer à 5 milliards par an en 2020. N. N.

■ EN SAVOIR PLUS: www.afd.fr

L'argent, nerf de la guerre

Par ailleurs, dit-elle, « *le nerf de la guerre, c'est l'argent. Le coût de la transition des terres vers l'agriculture biologique, par exemple, est très* » ▶



Avicultrice au Mali. La possession d'animaux contribue à l'autonomisation des femmes.

Quand les femmes s'approprient l'élevage

Si la possession d'animaux constitue un moyen d'accroître la sécurité alimentaire et les revenus des ménages ruraux, elle contribue également à l'autonomisation des femmes. Ces dernières représentent 43 % de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement, mais elles ne sont que 5 % en Afrique du Nord et en Asie du Sud et 15 % en Afrique subsaharienne à posséder des terres, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

C'est une des raisons qui ont poussé nombre d'entre elles à s'engager dans l'élevage « de case », depuis l'embouche jusqu'à la vente au consommateur : chèvres, moutons, porcs ou volailles. Dans certains pays, cette production adossée au foyer a pris des proportions importantes. Au Nicaragua, par exemple, les femmes détiennent environ 55 % des porcs et 65 % des volailles. Au Kenya, elles contrôlent les deux tiers des ventes de poulets, essentiellement en vente directe [1].

L. E.

[1] Voir *Women, Livestock Ownership and Markets. Bridging the Gender Gap in Eastern and Southern Africa*, par Jemimah Njuki and Pascal C. Sanginga (dir.), Routledge, 2013.

► *élevé. Car il faut au moins trois ans pour qu'elles retrouvent une production stable et qu'elles puissent être certifiées AB*». Face à cela, le « verdissement » de la PAC a tout de même permis la création de leviers financiers au niveau des régions. Mais la disproportion entre les fonds alloués à la recherche conventionnelle et ceux alloués aux alternatives demeure très importante. Ainsi, dans les pays développés, les fonds consacrés à la recherche privée dans le domaine alimentaire, notamment par les grands acteurs de la chimie, étaient supérieurs à ceux de la recherche publique en 2008, atteignant 18 milliards d'euros, contre 16 milliards. Dans ce contexte, « *la philanthropie ne peut rééquilibrer les financements avec ses modestes moyens, mais permet la mise en débat de questions importantes grâce à sa capacité à réunir différents acteurs* », considère Marie-Stéphane Maradeix.

Enfin, soutient-elle, « *il faut recréer du lien social entre la production et la consommation. L'alimentation est un domaine intime pour le consommateur. On peut partir de ses préoccupations pour créer un projet multi-acteurs très fédé-*

rateur ». Une démarche reprise lors des Etats généraux de l'alimentation, qui se veulent très participatifs, et dont on pourrait attendre une loi d'avenir qui « *maintienne et amplifie le PNA, mais aussi les dispositifs Ecophyto, et réalise la promesse de campagne d'Emmanuel Macron de 50 % de produits bio et locaux dans toutes les cantines de France* ». Anne-Françoise Taisne, de son côté, espère que certaines discussions comme celles sur les exportations françaises « *n'aborderont pas seulement le sujet sous l'angle des parts de marché* » en oubliant les questions sociales, écologiques et la solidarité Nord-Sud. L'avenir nous le dira. ■ Naïri Nahapétian



EN SAVOIR PLUS

- « *Qu'est-ce qu'on mange ? Du champ à l'assiette, le tour du monde de l'alimentation et de ses enjeux* », Alternatives Internationales, hors-série n° 15, mai 2014.
- « *The Global Food System. An Analysis* », Metabolic, janvier 2016. Disponible sur <https://lc.cx/c97X>
- « *De l'uniformité à la diversité. Changer de paradigme pour passer de l'agriculture industrielle à des systèmes agroécologiques diversifiés* », IPES Food, juin 2016. Disponible sur <https://lc.cx/c97y>
- **Le site de la Chaire-Unesco Alimentations du monde :** www.chaireunesco-adm.com/